

pourquoi le Canada se croit tenu d'essayer de bien comprendre les principes et les buts de la politique de la France. Non pas dans l'intention de jouer un rôle d'intermédiaire ou de médiateur, bien que nous ne nous déroberions pas à ce rôle. Nous croyons cependant que, dans certains cas, il serait utile que nous poussions certains de nos alliés à voir d'un œil plus sympathique les préoccupations de la France. En particulier, nous comprenons et appuyons le sentiment de la France quand elle dit qu'aucune décision précipitée ne devrait être prise à moins qu'un programme de choc ne s'impose vraiment. Nous sommes aussi du même avis que le chef du gouvernement français au sujet de l'importance d'un juste équilibre entre les contributions de l'Europe et de l'Amérique du Nord à l'Alliance atlantique.

Aussi, si en patientant, encore un peu, comme on le propose, il y avait moyen d'équilibrer l'apport de l'Amérique du Nord et de l'Europe dans la défense atlantique, un tel délai, qui s'impose de toute façon si nous voulons étudier les nouvelles propositions britanniques, serait justifiable. D'autre part, le gouvernement français, nous l'espérons, comprendra l'importance que nous attachons aux liens nous unissant à l'Europe et reconnaît les avantages qu'apporterait à l'Europe et à la France une association atlantique vigoureuse et renforcée.

Pour nous, notre attitude est claire. Nous sommes restés fidèles aux liens transatlantiques qui nous rattachent à nos mères-patries d'Europe. En effet, cette conception est si intimement associée à notre patrimoine qu'elle n'a jamais dévié et que notre rôle pendant la révolution américaine, comme par la suite au cours des deux guerres mondiales, est toujours resté le même, c'est-à-dire le rôle que nous jouons dans l'évolution du Commonwealth et dans la conception et la mise en œuvre de l'OTAN. Le gouvernement du Canada souhaite donc qu'il ne se produise aucune fissure au sein de l'Alliance et qu'on endigue le continentalisme européen ou nord-américain, puisque cette conception tendrait à nous isoler et à affaiblir l'influence efficace que le Canada peut exercer sur le plan international. Songeons aussi aux graves conséquences qui pourraient survenir quant à notre défense et à notre prospérité économique et, à longue échéance assurément, à notre autonomie politique.

Monsieur le président, le Canada estime que l'OTAN joue un rôle très utile, non seulement en ce qui concerne la défense des pays membres, mais pour la paix universelle. L'une des conséquences du soi-disant désarroi qui existe à l'heure actuelle est que l'OTAN

s'est révélé une alliance de défense efficace pour ses pays membres et a grandement contribué à la paix dans le monde.

Les avis varient quant à la nature de l'organisation militaire de l'OTAN; certains pensent que seule une intégration des forces permettra une expansion efficace de l'Organisation; pour d'autres, la force de l'Alliance doit résider dans l'apport que les organismes militaires de chaque pays membre peuvent fournir ensemble à la défense commune. L'OTAN se compose de pays libres et la dissension est précisément attribuable à la liberté dont jouissent ces pays. On ne trouve pas pareille dissension dans les organismes dont les membres ne sont pas libres.

Ainsi, nous héritons de certains désavantages qui découlent de ce qui fait la force de la liberté dont jouit chacun des 15 pays membres de l'OTAN. Selon moi, il n'y a rien à gagner en ne reconnaissant pas cette divergence d'opinions quant au genre d'organisme militaire que doit constituer l'OTAN proprement dite. La question est débattue publiquement et on en a discuté dans les réunions ministérielles du Conseil lui-même. Ces pourparlers sondaient la possibilité d'un compromis.

Il serait infiniment regrettable—comme je l'ai dit l'autre jour en réponse à une question du chef de l'opposition, si l'unité ou l'intégrité de l'OTAN devrait avoir à souffrir de ces divergences sur les principes de l'Organisation. A mon avis, on peut l'éviter, mais il faut signaler en toute justice que d'après certaines personnes, pour éviter un affrontement grave, nous devrions chercher une sorte de *modus vivendi* acceptable pour les divers États membres. Le nouveau gouvernement britannique a fait savoir à ses alliés qu'il revise présentement de fond en comble le programme de défense britannique et qu'il examine les projets de force multilatérale. Au fur et à mesure que cette revision se fera, le gouvernement britannique et ses alliés de l'OTAN en discuteront, j'en suis certain. Quant à nous, nous attendons l'arrivée à Ottawa, le 9 décembre, du premier ministre britannique et de son secrétaire aux Affaires étrangères. Cette visite permettra aux deux membres du Commonwealth de l'alliance occidentale de procéder à un échange de vues direct sur l'ampleur des problèmes que vise la revision entreprise par le gouvernement de Grande-Bretagne.

Peu après, le ministre de la Défense nationale et moi-même, nous nous rendrons à la réunion ministérielle de l'OTAN à Paris. Là, nous aurons l'occasion de poursuivre les pourparlers avec le gouvernement français,